

REMANIÉ OU PAS ... FORÇONS CE GOUVERNEMENT AU SERVICE DES RICHES À BATTRE EN RETRAITE

BULLETIN NPA TECHNOCENTRE RENAULT - GUYANCOURT 19 / 10 / 2018

Deux semaines après la démission de Collomb, le remaniement – présenté comme la relance du projet macroniste – fait pschitt. Apparemment, les candidats ne se sont pas bousculés au portillon. Edouard Philippe aurait même essuyé cinq refus successifs. Résultat : à part un petit jeu de chaises musicales, pas grand-chose n'a changé.

Tout cela renforce l'illégitimité de ce gouvernement, mais n'entame en rien sa détermination à poursuivre sa politique de démolition sociale au service des ultra-riches.

La priorité des mois à venir, c'est donc de renforcer notre détermination à imposer le retrait de tous les projets qui sont sur les bureaux ministériels. En commençant par le refus de l'application de toutes les lois rétrogrades.

Stopper le prochain recul sur les retraites

Macron veut à tout prix faire passer sa contre-réforme des retraites, même s'il vient de repousser à l'été 2019 l'adoption du projet de loi prévu fin 2018.

Mais si les détails du projet ne sont pas encore dévoilés, les grandes lignes sont limpides. Une fois de plus, on nous rejoue le jeu de la division en invoquant la diversité des régimes de retraite et la lutte contre les soi-disant privilèges, notamment des retraités des secteurs publics. Mais sous prétexte de remplacer ces divers régimes par un système unique, le gouvernement veut surtout faire reculer les quelques droits supplémentaires que certaines catégories de salariés avaient réussi à préserver tant bien que mal.

Et surtout, au nom d'une prétendue égalité dont il se contrefiche, il veut instaurer un « régime par points » qui aura pour effet une baisse des pensions de retraite pour tous les salariés, du public comme du privé. Car au lieu de calculer le montant des pensions sur la base des 25 meilleures années (dans le privé) ou des 6 derniers mois (dans la fonction publique), ce sont les revenus perçus sur l'ensemble de la carrière qui seront pris en compte. Et donc, les moins bonnes années (arrêts maladies, travail précaire, chômage ...) plomberont inévitablement les meilleures. Pire, la valeur des points variera chaque année pour que les caisses soient à zéro déficit : avec la baisse continue des cotisations patronales c'est la baisse programmée de nos retraites.

En finir avec l'enfumage du « dialogue social »

Le pire, c'est que les dirigeants syndicaux, empêtrés dans le dialogue social, se prêtent encore au jeu de ces discussions de salon, dont la conclusion n'appartient qu'au seul pouvoir.

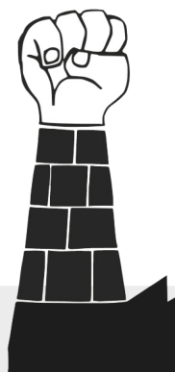
Le secrétaire général de FO, Pascal Pavageau, avant de démissionner, s'était dit « satisfait ». Pour la CFDT, Laurent Berger a salué « une réunion utile ». Seule la CGT n'est « pas favorable à ce projet » qui « fera baisser » les futures pensions « à un niveau proche du seuil de pauvreté pour beaucoup ». Une évidence qui aurait dû justifier, pour la CGT, le boycott de ces discussions qui entérinent les reculs et en préparent de nouveaux. Car ces « négociations » n'ont aucun sens. Face à ce gouvernement, il n'y a ni compromis ni dialogue possibles, mais la nécessité absolue d'un combat acharné pour changer le rapport de forces.

Construire l'indispensable tous ensemble

Les manifestations du 9 octobre ont montré qu'il y a partout un fort mécontentement. Alors il est temps d'organiser la riposte, par les grèves, dans la rue. Car si ce ne sont pas les classes populaires qui se mobilisent pour déstabiliser ce pouvoir capitaliste, c'est le pire, c'est-à-dire l'extrême droite, qui risque d'être au rendez-vous, comme on le voit déjà en Italie, au Brésil.

Alors oui, toutes et tous ensemble, prouvons que nous sommes une force bien plus puissante que les gesticulations de Macron et de sa bande.

**FORD BLANQUEFORT
MÊME PAS MORTS !**



RENCONTRE-SIGNATURE

SAMEDI 20 OCTOBRE À 17H

AVEC

Philippe Poutou

Faujour

Serge Halimi

Béatrice Walylo

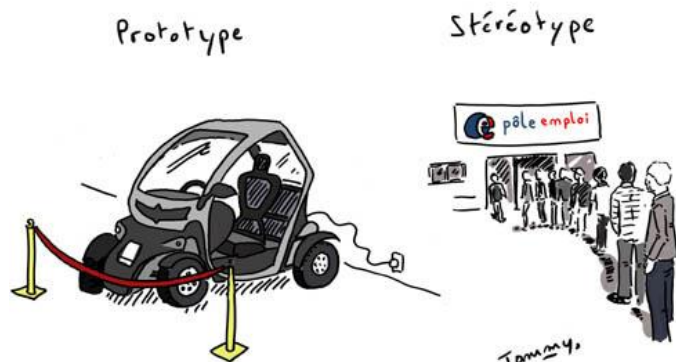
Didier Castino

**LIBRAIRIE LA BRECHE
27 rue Taine 75012 PARIS**

MONDIAL DE L'AUTO OU PLUTOT MONDIAL DE LA COM' ?

Le Mondial, c'est l'auto-promotion des patrons de l'auto. De la pub à haute dose pour faire oublier la casse sociale et les trucages sur le diesel pratiqués par toutes les marques. 1500 € dépensés par voiture vendue, ils savent faire. Mais le Mondial 2018 est un peu loupé avec de nombreux absents comme VW ou Nissan. Ford aussi s'est dégonflé, après les manifestations des ouvriers de Blanquefort sur le stand ces dernières années. Face au risque climatique et pour faire rêver, ils ne parlent que voitures du futur, électriques, autonomes. Pour l'heure, les patrons de l'auto font tourner à plein des usines dont ils savent les produits condamnés pour en tirer jusqu'au bout le maximum de rentabilité, avec à la fin d'autres suppressions d'emploi. Les empêcher d'agir à leur seul profit et à nos dépens, c'est urgent !

SALON DE L'AUTO: 2 TENDANCES



LES FORD S'INVITENT AU MONDIAL DE L'AUTO

Le 12 octobre, les Ford se sont invités au Mondial de l'auto. Sur leur stand devant l'entrée porte de Versailles, une banderole : «Ford Blanquefort ne doit pas disparaître». A leurs côtés, des postiers du 92, des syndicalistes de Goodyear Amiens, PSA Poissy, PSA Saint Ouen et des cheminots de l'intergare. Jean-Pierre Mercier, ancien animateur de la lutte contre la fermeture de PSA Aulnay et Mickael Wamen, animateur de la lutte contre la fermeture de l'usine Goodyear d'Amiens ont témoigné de leur solidarité et rappelé comment leurs luttes n'avaient pu, en leur temps, empêcher la fermeture de leur usine faute du mouvement d'ensemble nécessaire. Les postiers grévistes du 92 avec Gaël Quirante ont aussi pris la parole. Cette manifestation, preuve de la résistance des ouvriers de Ford, leur a redonné la pêche ! Prochaine étape : un nouveau rassemblement jeudi 25 octobre à Bordeaux Place de la République. Les Ford ne lâchent rien !

INJUSTIFIABLE ET INCROYABLEMENT DEGUEULASSE !

« Ce qui se passe à l'usine Ford de Blanquefort est un scandale, un scandale certes ordinaire mais auquel il ne faut surtout pas s'habituer. C'est le scandale de ces multinationales qui détruisent l'emploi et le social sans même aucune justification économique et ouvertement au nom de la course aux profits et aux dividendes » (tract diffusé par les Ford le 12 octobre). Le 15 octobre, Ford (7 milliards de profits l'an dernier) a confirmé privilégier la fermeture au repreneur. Comme l'a dit Philippe Poutou : « injustifiable et incroyablement dégueulasse ! ».

LES FORD N'ONT PAS BESOIN DE LEURS CONSEILS

Résultat des mobilisations des Ford : Bruno Lemaire s'est déplacé le 15 octobre à Bordeaux pour rencontrer une délégation de syndicalistes de Ford-Blanquefort, parmi lesquels Philippe Poutou, ouvrier à l'usine. Le ministre, pour qui « rien ne

justifie une fermeture sèche » et les élus locaux LREM ou LR, Alain Juppé en tête, incitent aujourd'hui les Ford à se mobiliser. Des encouragements bien suspects car leurs mobilisations de ces dernières années ont souvent été fortement réprimées.

REQUISITION DE L'USINE FORD-BLANQUEFORT !

Le gouvernement promet 5 millions d'euros de l'Etat et 12,5 millions des collectivités locales pour « accompagner le plan de reprise » ... dont Ford ne veut pas. Depuis 2013, Ford Blanquefort a empêché 50 millions d'aides publiques : ça ne l'a pas empêché de décider la fermeture. Quand l'Etat peut imposer le blocage du TCR pour la Ryder Cup, il peut aussi réquisitionner Ford-Blanquefort pour sauver 872 emplois et 3000 induits !

GM&S : LE PSE DE MACRON ANNULE PAR LA JUSTICE

GM&S est ce sous-traitant de Renault et PSA où, en mai 2017, les salariés avaient posé des bonbonnes de gaz pour protester contre la fermeture de l'usine. Macron avait alors trouvé un « repreneur », qui avait commencé par licencier 157 personnes sur 280. Aujourd'hui, l'usine tourne au ralenti, PSA et Renault ne respectant pas leurs engagements de commandes tenus il y a un an. Bref, une reprise bidon pilotée par Macron. Or, le PSE a été déclaré illégal et annulé le 12 octobre. Les licencié(e)s vont demander des comptes. Mais que PSA et Renault arrêtent d'étrangler ce fournisseur ! Ce sont eux les donneurs d'ordre, responsables de la charge, donc de la vie de l'usine !

FONDERIES DU POITOU : RENAULT RESPONSABLE

L'histoire des Fonderies du Poitou rappelle celles des GM&S, Fonderie de Bretagne ou Cléon. A la fin des années 70, Renault crée une filiale de production de carters fonte et alu : Fonderies du Poitou. Elle passera ensuite de mains en mains (Teksid-Fiat-Montupet ...) avec des suppressions d'emplois et sera scindée en deux : Fonderies du Poitou Fonte et St Jean Industries (alu). La baisse de commandes de Renault menace 900 salariés. Pour qu'ils ne subissent pas le sort des GM&S, exigeons que Renault, avec ses milliards de bénéfices, assume ses responsabilités.

EMMANUEL MACRON ROULE POUR L'ENERGIE FOSSILE

Ne tenant pas rigueur aux grands patrons de l'automobile pour leur triche sur les émissions de CO2, il les a invités à un dîner de gala le 1^{er} octobre à l'Elysée. Il leur a même promis de « desserrer l'étau » sur les normes européennes. Au mépris des dizaines de milliers de manifestants des marches pour le climat.

EDOUARD PHILIPPE ROULE POUR L'ENERGIE FISSILE

Edouard Philippe, ex-lobbyiste du groupe nucléaire AREVA, défend le tout-nucléaire. Sous couvert d'écologie, en plus du durcissement des normes d'émission de CO2, il veut une hausse de 30% du prix des carburants en 2019. Pour pousser Renault et PSA de passer à la voiture électrique. L'installation de bornes à recharge rapide justifiera la construction de réacteurs EPR.

SI VOUS APPRÉCIEZ CE BULLETIN, AIDEZ LE NPA !

Les dons (anonymes) ouvrent droit à réduction d'impôt (66%)
Chèque : à l'ordre de «NPA souscription» à renvoyer à NPA souscription - 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil
Paiement en ligne : www.npa2009.org/souscription
Association de financement «NPA souscription» - 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil - Agrément de la CNCCFP 06/04/2009

Bulletin NPA Technocentre Renault – Guyancourt

19 octobre 2018